

Agissez aujourd'hui pour notre bien commun !

Déclaration des cardinaux et évêques catholiques à la veille du G8

CIDSE
Coopération Internationale pour le
Développement
et la Solidarité



Dans le cadre de la campagne mondiale contre la pauvreté et à l'occasion de la démarche d'évêques du Sud à l'invitation de la CIDSE (coordination d'organisations catholiques de développement)

Broederlijk Delen ⊕
omdat het zuiden plannen heeft

CAFOD
just one world



ENTRAIDE
FRATERNITE

MISEREOF SCIAF
DAS HILFSWER for a just world

Nous, cardinaux et évêques catholiques du Sud et du Nord, interpellons les principaux responsables politiques du monde, alors qu'ils s'appêtent, à l'approche du sommet du G8 de Gleneagles en juillet et du sommet du millénaire + 5 de l'ONU en septembre, à prendre des décisions qui seront cruciales pour la vie de millions de pauvres à travers le monde.

Témoins quotidiens de l'impact dévastateur de la pauvreté sur les femmes, qui en sont les premières victimes, les enfants qui meurent de faim, les familles qui n'ont plus les moyens de survivre et celles qui sont forcées de quitter leurs foyers pour émigrer ailleurs, nous tenons à rappeler l'enseignement du Christ : « *Tout ce que vous avez fait au plus petit d'entre les miens, c'est à moi que vous l'avez fait* » (Mt 25,40). La pauvreté nous affecte toutes et tous, car les pauvres sont un miroir pour les riches : ils témoignent de l'inégalité dans la répartition des richesses et sont le reflet des injustices structurelles. Mettre fin à ces injustices est une condition essentielle pour notre avenir commun. Cela demande des actes concrets mais, avant tout, une réelle volonté politique.

Nous sommes ici pour signifier aux chefs d'Etat et de gouvernement des pays riches que l'éradication de la pauvreté partout dans le monde est plus qu'un impératif moral : c'est aujourd'hui, en ce début de 21^{ème} siècle, un objectif réalisable. Les ressources existent. Ce qui est nécessaire, c'est un engagement déterminé et visionnaire de la part des principaux responsables de la planète. L'année 2005 offre une occasion historique de démontrer cette volonté en prenant, au plus vite, les décisions nécessaires pour permettre aux populations appauvries de sortir de la grande pauvreté d'ici 2015, l'échéance sur laquelle 189 pays des Nations-Unies se sont engagés, il y a cinq ans, à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

Plusieurs initiatives politiques visant à combattre la pauvreté dans le monde ont été prises, dont le rapport de la Commission pour l'Afrique et des propositions d'annulations de dettes, de sources innovantes pour financer le développement, de protection des produits spéciaux ainsi qu'un traitement spécial et différencié renforcé pour les pays en développement, dans le cadre des négociations agricoles de l'OMC. Bien que toutes ces propositions ne suffisent pas, à elles-seules, pour atteindre les objectifs du Millénaire, elles marquent un premier pas dans la bonne direction. Les engagements politiques des gouvernements du Nord doivent maintenant se traduire en mesures concrètes.

En référence aux valeurs de la doctrine sociale de l'Eglise, qui apportent des repères pour guider le comportement individuel et la construction d'une société plus juste, nous recommandons :

I. Le lancement d'un nouveau partenariat Nord-Sud pour le développement.

Nous croyons que le scepticisme qui entoure parfois l'intérêt de l'aide au développement est dû, en partie, à sa mauvaise utilisation. Lorsque l'aide est bien dépensée, selon des programmes conçus conjointement et répondant aux aspirations des populations du pays bénéficiaire, lorsque les politiques prennent en compte l'avis des plus pauvres, alors nous sommes témoins que cette aide fonctionne et permet aux gens de sortir durablement de la pauvreté.

Selon la doctrine sociale de l'Eglise, la participation, la subsidiarité, la liberté et la destination universelle des biens sont des principes qui doivent être au cœur des initiatives de développement humain. De nouvelles relations entre pays donateurs et bénéficiaires sont nécessaires pour améliorer l'efficacité et la légitimité de l'aide, pour établir des processus équitables et transparents de gestion et de réduction de la dette et pour garantir que le commerce bénéficie aux pays et aux populations les plus pauvres.

Le partenariat pour le développement devrait être fondé sur la responsabilité mutuelle, la promotion de la transparence et la participation des gouvernements récipiendaires aux prises de décisions. Enfin, le partenariat véritable requiert que les décisions concernant la gouvernance économique et sociale mondiale soient prises tant par le Sud que par le Nord.

II. L'accroissement des ressources disponibles pour le développement.

Nous rappelons l'enseignement de Saint Jean Chrysostome : « *Si Dieu vous a destinés à posséder de grands biens, c'est pour que vous en fassiez la distribution aux pauvres. (...) Refuser aux pauvres une part dans nos propres biens, c'est frustrer les pauvres, c'est leur enlever leur vie : les biens dont nous sommes détenteurs ne sont pas seulement à nous, mais aussi à eux* ». L'Eglise nous enseigne que tous les êtres humains devraient avoir les moyens de vivre dignement et que personne ne devrait amasser des biens en abondance tant que des gens vivent dans la misère.

Le rapport du Projet du Millénaire des Nations-Unies, comme celui de la Commission pour l'Afrique, a confirmé qu'une hausse considérable des moyens financiers était nécessaire, dès à présent. Les gouvernements des pays riches doivent garantir qu'un minimum de 0,7% de leur richesse nationale soit rapidement consacré à l'aide publique au développement.

Les instruments financiers doivent être suffisamment prévisibles et flexibles pour répondre aux besoins des pays pauvres. Cela implique, en plus de l'augmentation de l'aide publique au développement, l'adoption urgente par les pays donateurs de moyens innovants et dans des proportions suffisantes pour financer le développement. Des propositions concrètes, comme les taxes globales, ont été avancées ; désormais, il est temps de les appliquer.

III. L'annulation de la dette

Les populations pauvres dans les pays endettés continuent de rembourser la dette de leur pays au prix de leur santé, de leur éducation, de leur espérance de vie voire, pour les plus jeunes et les plus fragiles, de leur vie.

Les gouvernements créanciers doivent annuler la dette des pays pauvres qui est due au FMI et aux banques multilatérales de développement. Ceci doit résulter de la reconnaissance, par les créanciers, de leur co-responsabilité dans la formation de la dette et contribuer à financer les objectifs du Millénaire. Dans ce but, nous demandons la vente ou la réévaluation des réserves d'or du FMI, d'une façon qui n'affecte pas les pays producteurs d'or.

IV. Une réforme cohérente du commerce

Bien que la participation au commerce international peut contribuer à augmenter les moyens du Sud pour combattre la pauvreté, l'expérience de nombreuses personnes pauvres démontre le contraire. Un système commercial mondial inéquitable a permis aux pays riches de maintenir leurs subventions et protections douanières, tandis que les pays pauvres ont été forcés de libéraliser rapidement leurs économies. Ceci a eu des conséquences dramatiques pour les plus vulnérables, les micro-entreprises et les petites exploitations agricoles, qui ont vu disparaître leurs sources de revenus. Les femmes, qui souffrent de discrimination et de marginalisation, sont souvent les premières victimes de ce système commercial inéquitable.

Selon la doctrine sociale de l'Eglise, le bien commun doit être la priorité de l'activité économique. La réforme du commerce international doit prendre en compte les besoins des plus faibles, garantir leur sécurité alimentaire et leur droit à l'alimentation et répondre aux préoccupations des pays en développement. Si les réformes commerciales ne traitent pas de questions aussi primordiales pour les pays en développement que le droit à la protection des marchés agricoles, la sécurité alimentaire, l'émergence d'un débat public autour d'alternatives en matière de développement rural, la fin du dumping et le soutien au prix des matières premières agricoles, elles passeront à côté des causes structurelles de l'appauvrissement et échoueront à éradiquer la grande pauvreté.

Tout en demandant ces changements aux gouvernements du Nord, nous reconnaissons que ceux d'entre nous qui provenons du Sud avons, réciproquement, une responsabilité afin d'assurer que les ressources allouées à la réduction de la pauvreté et au développement soient bien affectées à ce but et utilisées à bon escient.

Nous rappelons aux responsables des pays riches que nous ne sommes pas seuls à les appeler à agir. L'Action mondiale contre la pauvreté, qui rallie des millions de citoyens, de tous âges, à travers le monde, s'est constituée pour rappeler aux chefs de gouvernements la responsabilité qu'ils endossent

en revendiquant un rôle de direction des affaires mondiales. Le Premier ministre britannique, comme hôte du G8, de même que ses homologues d'autres pays riches, ont reçu des dizaines de milliers de cartes postales les appelant à agir en faveur des plus pauvres concernant l'aide, la dette, le commerce, la fiscalité et la gouvernance mondiale. Cette campagne de cartes postales n'est qu'une action parmi tant d'autres entreprises par les citoyens du monde entier, visant à appeler leurs gouvernements à agir. Les pays riches de la planète ont le devoir d'apporter aux communautés les plus pauvres les moyens de sortir par elles-mêmes de leurs conditions de vie inhumaines. C'est cette décision qui doit être prise, maintenant.

Berlin – Londres – Edimbourg – Paris – Bruxelles

Mai 2005

**Oscar Andrés Cardinal
RODRIGUEZ MARADIAGA, S.D.B.,**
Archbishop of Tegucigalpa, Honduras

Telesphore Cardinal Placidus TOPPO,
Archbishop of Ranchi, India, President
of the Indian Bishops' Conference

**Francisco Javier Cardinal ERRAZURIZ
OSSA,** Archbishop of Santiago de Chile, for
CELAM (Council of Latin American Bishop Conferences)

Karl Cardinal LEHMANN,
Bishop of Mainz, Germany, President
of the German Bishops' Conference

Keith Michael Patrick Cardinal O'BRIEN,
Archbishop of Saint Andrews and Edinburgh,
Scotland, Great Britain

**Cormac Cardinal MURPHY-
O'CONNOR,** Archbishop of
Westminster, England, Great Britain

Medardo Joseph MAZOMBWE,
Archbishop of Lusaka, Zambia

John Olorunfemi ONAIYEKAN,
Archbishop of Abuja, Nigeria, President
of SECAM (Symposium of Episcopal Conferences of
Africa and Madagascar)

**Berhaneyesus Demerew SOURAPHIEL
C.M.,**
Archbishop of Addis Abeba, Ethiopia

Alvaro Leonel RAMAZZINI IMERI,
Bishop of San Marcos, Guatemala

Jean-Charles DESCUBES,
Archbishop of Rouen, France, President
of the Social Commission
of the French Bishop's Conference

Aloys JOUSTEN,
Bishop of Liège, Belgium

Andrianus Herman VAN LUYN, S.D.B.,
Bishop of Rotterdam, Netherlands, Vice-
President of COMECE (Commission of the Bishops'
conferences of the European Union)

Daniel LABILLE, Evêque de Créteil
France, Président de la commission
épiscopale de la mission universelle de
l'Eglise

André LACRAMPE, Archevêque de Besançon
France, Président du Conseil national de la
solidarité